

Crise sociale à La Poste

Grève du 8 décembre Coup de semonce à La Poste

Hier 8 décembre, Sud PTT, la CGT et l'UNSA appelaient à la grève, pour répondre à la situation sanitaire et sociale vécue par les postier-es. La Poste annonce un taux de grévistes de 4,7% au niveau national (10 % dans les centres financiers, 4,8% au Courrier, 3,7% pour le Réseau). Au-delà des habituelles divergences sur les chiffres (La Poste basant ses pourcentages sur l'ensemble des effectifs, y compris les agents en congé longue maladie par exemple, et non pas sur les agents censé-es travailler le jour de la grève), nous nous interrogeons sur la validité de ces chiffres globaux alors que plusieurs directions territoriales refusent de communiquer les pourcentages de grévistes aux organisations syndicales. Mieux, plusieurs directions du Réseau (bureaux de poste) ont annoncé ne pas pouvoir communiquer de chiffres pour cause de plantage du système national de suivi des grèves. Visiblement la méthode est aussi scientifique que pour les logiciels de dimensionnement de la charge de travail !

Parallèlement des rassemblements ont eu lieu partout sur le territoire (Bordeaux, Marseille, Grenoble, Vannes, Toulouse, Bourges, etc.). Des milliers de postier-es ont montré leur ras-le-bol des conditions de travail dégradées, au Courrier, au Réseau, dans les services financiers et dans les services support. C'est un avertissement pour La Poste. Jusqu'à aujourd'hui celle-ci continue de faire la sourde oreille, tant vis-à-vis de la souffrance des personnels que des revendications des organisations syndicales. Pourtant le rapport de force, lorsqu'il est massif et unitaire, permet de gagner.

Ce rapport de force, Sud PTT compte bien tout mettre en œuvre pour continuer à le construire. En premier lieu en ce qui concerne la mobilisation des postier-es. Une réunion des fédérations syndicales ayant appelé à cette journée de grève s'est d'ailleurs tenue ce matin, pour proposer dans l'unité des suites à donner à la mobilisation.

Mais il est aussi de notre responsabilité de créer les convergences au-delà des salarié-es et des organisations syndicales de La Poste. Les fermetures de bureaux de poste, qui touchent maintenant les grandes agglomérations, suscitent de plus en plus la colère non seulement des postier-es, mais aussi de la population et des élu-es. Les collectifs pour la sauvegarde des bureaux de poste se multiplient, aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines. Nous proposons comme perspective la création d'un collectif national unitaire pour la défense du service public postal, regroupant postier-es, usager-es, élu-es, organisations syndicales, associatives et politiques.

La Poste en tant que service public appartient à toutes et à tous. Son avenir ne doit pas se discuter dans les cercles dirigeants de la direction ou ceux du pouvoir politique. L'augmentation de la souffrance au travail des agents est totalement liée à la marche forcée vers sa privatisation. Afin de rendre l'entreprise attractive pour les marchés, La Poste mise sur des profits maximum en supprimant massivement des emplois et en cassant le service public. Non seulement Sud PTT refuse cette logique, mais réclame le retour à une véritable entreprise publique, tournée vers la satisfaction des besoins de la population, avec les emplois correspondants.

Paris le 9 décembre 2016